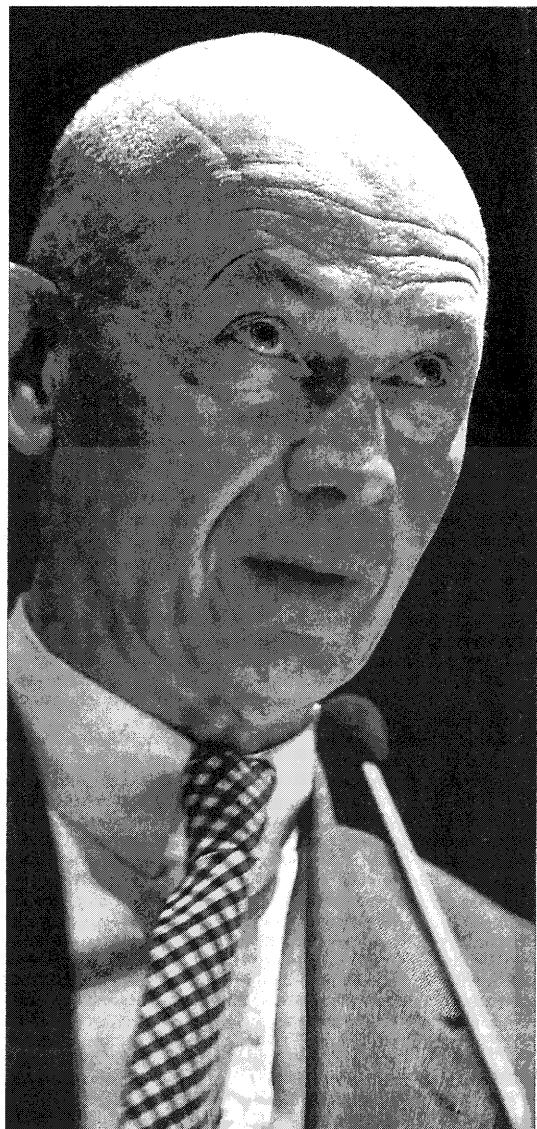


# Eclairages

## De l'«Exocet» au «Dalaï-Lamy»



CAPTURE D'IMAGE / AP / STONE

Pascal Lamy. Automne 2004, il quitte Bruxelles. Le 1er septembre prochain, il entrera en fonction en tant que directeur de l'OMC. SÃO PAULO, 14 AVRIL 2005

Pascal Lamy, nommé hier à la tête de l'OMC, a suscité autant d'admiration chez ses collaborateurs bruxellois qu'il a réveillé de fureur chez certains altermondialistes. Il arrive à Genève

Eléonore Sulser, Bruxelles

Sobre, parfois froid d'apparence, toujours mesuré, mais aussi affable et pédagogue, Pascal Lamy déchaîne parfois des passions contraires. En témoignant tant l'admiration sans faille de son entourage que la fureur de certains ennemis jurés du libéralisme, pour qui il incarne le diable en personne.

*«En France il est considéré comme un néolibéral, tandis qu'à Bruxelles, il passe plutôt pour un homme de gauche»*

Le nouveau patron de l'Organisation mondiale du Commerce, qui a fêté ses 58 ans en avril, a passé de nombreuses années à Bruxelles. Ce Parisien, fils de pharmacien militant des jeunesse étudiantes chrétiennes et énarque, a rejoint tout l'aventure européenne. D'abord comme chef de cabinet de Jacques Delors (1985-1994), puis, après un passage au Crédit Lyonnais, dès 1999 en tant que commissaire au Commerce international. Il a quitté Bruxelles à l'automne 2004, avec une aura rare au sein de la Commission Prodi.

Dans son entourage bruxellois, la passion pour Pascal Lamy est tissée de loyauté et d'admiration. «Il a de fortes convictions, raconte un collaborateur de longue date, et il les vit intensément, dans sa vie personnelle et politique. Rigueur, constance, il a pour lui une attitude réfléchie sur des valeurs auxquelles il tient.

Elles sont pour partie chrétiennes, pour partie liées au mouvement social. C'est aussi un mondialiste. Pour lui l'Europe est l'étape incontournable vers le mondialisme.»

Audacieuse synthèse qui explique peut-être pourquoi ses détracteurs ne lui pardonnent pas. Etre à la fois socialiste et libéral relève, pour certains, de la haute trahison: «le parfait Janus pour faire triompher le libéralisme intégral», s'indigne Raoul Jennar, intellectuel altermondialiste, inspirateur d'Oxfam Belgique et militant actif du non à la Constitution. Pascal Lamy a d'ailleurs pu mesurer l'impopularité qu'il peut susciter lorsque, en mars 2003, des étudiants de Louvain-la-Neuve l'ont copiéusement chahuté alors qu'il était nommé Docteur honoris causa. «C'est un homme qui refuse à un point déraisonnable la séduction, juge un proche. Il déteste recourir à des arguments émotionnels, même dans des circonstances où, logiquement, il devrait le faire.» Une méthode qui en convainc pourtant d'autres: «Nous avons eu avec lui des contacts cordiaux. C'était un homme assez malin pour trouver de bons compromis et il n'a jamais été opposé au Commerce équitable, note un représentant d'une ONG. Il connaît bien ses dossiers et il a des valeurs. Ce qui est amusant, c'est qu'en France il est considéré comme un néolibéral, tandis qu'à Bruxelles, il passe plutôt pour un homme de gauche.»

«On peut aimer ou pas le personnage. Certains disent qu'il est raide, mais dans sa fonction, il est imbattable, rétorque un autre membre de son entourage. Et ça, même des adversaires aussi acharnés que les Américains - il y a eu la guerre de l'acier, l'affaire Boeing-Airbus, etc. - le reconnaissent. Ils savent qu'il ne leur plantera jamais un couteau dans le dos.»

Amateur de course à pied, qu'il pratique tôt, tous les matins et où qu'il soit, Pascal Lamy courait à l'occasion avec Robert Zoelick, l'ancien secrétaire d'Etat américain au Commerce: «On dit aujourd'hui qu'ils sont «spotes». Je ne trouve pas l'expression juste, nuance ce collaborateur de longue date. Ils ont du respect l'un pour l'autre, certains points communs, mais lorsqu'ils étaient face à face pour négocier, la confrontation était toujours d'une grande intensité.» Difficile, en effet, de badiner face à un homme qui connaît ses dossiers à fond et se nourrit de pain complet et de bananes pour avoir l'esprit clair dans la négociation.

Techocrate disent certains, perfectionniste en tout cas assurent ses proches, sur qui la méthode Lamy - diviser son temps, consulter, planifier - a souvent déteint. Même son chauffeur tenait, paraît-il, à explorer d'avance les routes pour s'assurer qu'il n'y aurait pas d'obstacles imprévus.

Lors de son premier séjour à Bruxelles, Pascal Lamy jouait les chiens de garde à la porte de Jacques Delors. Une tâche où il n'était pas toujours commode et qui lui a valu le surnom d'«Exocet». Aujourd'hui, il quitte Bruxelles avec le nouveau surnom de «Dalaï-Lamy» - délivré par le *Financial Times*: tondu élégant, ascète affable et souriant mais pas moins rigoureux. C'est quelqu'un qui ne sacrifie rien à ce qu'il pense juste et utile, résume son ancien collaborateur.

# Le maître tacticien

De commissaire européen à directeur général de l'OMC, le parcours de Pascal Lamy n'a pas été facile. Il l'a emporté à l'issue d'une campagne agressive

«Il faut vraiment que je termine maintenant, car j'ai promis à ma famille, que ce soir, pour une fois, je serai de retour à la maison pour le dîner. Au revoir pour l'instant, et quisait, peut-être à bientôt.»

C'était le 19 novembre 2004. Pascal Lamy a quitté ses fonctions de commissaire européen la veille. Il est resté à Bruxelles toute cette semaine, sans déplacement transcontinental et avec moins de réunions que d'habitude. «La tension de ces cinq dernières années va me manquer», écrit-il dans un billet personnel. Je me suis levé le matin avec un sentiment d'avoir fermé un chapitre de mon existence, pour en ouvrir un autre.»

La transition est brève. Dès le 1er décembre, Pascal Lamy assure la présidence de Notre Europe, une fondation créée à Paris par l'ancien président de la Commission Jacques Delors et dont les principaux objectifs sont la promotion et la défense des intérêts du Vieux Continent. Cette organisation devient aussitôt une sorte de machine au service du candidat européen au poste de directeur général de l'OMC. Selon l'hebdomadaire français *Le Nouvel Observateur*, Pascal Lamy met en place une véritable «war room» fonctionnant avec un triple réseau: postes diplomatiques français, représentants de l'UE et

membres du renseignement britannique. Pascal Lamy mène les manœuvres avec l'aide d'une garde rapprochée de six à sept collaborateurs polyvalents et jouissant de larges pouvoirs. L'énarque met tous les atouts de son côté: l'OMC est sa dernière grande chance. La direction du Fonds monétaire international revient, selon une tradition, à un Européen, mais elle a déjà été attribuée à l'ancien ministre espagnol des Finances Rodrigo Rato.

## Soutien français

Grâce à son réseau, Pascal Lamy réussit à obtenir l'indispensable soutien du gouvernement français. Pour ce membre du Parti socialiste, ce n'était pas gagné d'avance. D'autant plus que, en tant que commissaire européen, il a plus d'une fois énervé plusieurs ministres, y compris Jean-Pierre Raffarin à propos du non-respect du Pacte de stabilité. Ces derniers lui en veulent d'avoir accepté l'abolition des subventions des exportations dans le cadre des négociations agricoles à l'OMC.

Fort du soutien français, Pascal Lamy part vaillamment à la guerre. Car c'est bien d'une guerre qu'il s'agit. Seul candidat du Nord contre trois du Sud, il faut trouver les bonnes stratégies. A commencer par obtenir la bénédiction américaine. Une occasion en or se présente pour l'obtenir. Washington veut placer le néo-conservateur et artisan de la guerre contre l'Irak, Paul Wolfowitz, à la direction de la Banque mondiale pour remplacer James Wolfensohn. La France crie immédiatement non, mais conclut un marché: le soutien à Lamy contre le soutien à Wolfowitz.

Début avril, premier tour de l'élection. En fait, il s'agit d'une consultation où chaque pays annonce ses préférences, première et deuxième, au président du Comité des négociations. Le candidat qui recueille le moins de soutien se retire de la course. Le Brésilien Luiz Felipe de Seixas Correa est le premier éliminé. Il dénonce le manque de transparence dans les procédures.

Le deuxième tour est le plus risqué pour Pascal Lamy: les pays en développement pourraient choisir le Mauricien Jayen Cuttaree et l'Uruguayen Carlos Perez del Castillo et ainsi éliminer le candidat français. En maître tacticien, il prend les devants et mobilise les pays européens à voter systématiquement pour lui et pour Del Castillo. La stratégie paye. Éliminé le 30 avril, le Mauricien fulmine et appelle l'Afrique à voter contre Pascal Lamy.

Le Français dévoile ses cartes au dernier tour, le vendredi 13 mai. Alors que l'Inde avait demandé le retrait du candidat européen, elle lui apporte, à la surprise générale, son soutien. De même que l'Afrique du Sud. Selon la presse indienne, des postes de directeurs adjoints auraient été promis à ces deux pays. L'entourage du candidat Lamy a veillé au grain afin que les pays traditionnellement proches de l'Europe ne divergent pas dans leur choix. Ainsi la Suisse a été rappelée à l'ordre après que la presse eut révélé que Berne penchait pour le candidat uruguayen. Très embarrassé, Joseph Deiss a dû publiquement vanter les qualités de Pascal Lamy, alors qu'en réalité le Français est considéré comme trop souple sur le dossier agricole. **Ram Etwareea**

# Les idées de Lamy pour l'OMC

parvenons qu'à mettre en place une organisation à deux vitesses. Tâchons d'éviter que se crée un groupe de membres qui auront des responsabilités et des droits de second plan», avait-il déclaré dans son discours liminaire au sommet de Cancun, au Mexique. Depuis, il a changé d'avis et explique que des accords plurilatéraux, c'est-à-dire qui engagent un nombre limité de pays, existent déjà. Selon lui, le concept prend toute sa valeur dans la mesure où il est de plus en plus difficile de trouver un consensus avec 148 pays autour de la table. En tant que patron de l'OMC, Pascal Lamy défendra-t-il cette méthode?

## Les préférences collectives

Défendu par Pascal Lamy et peu commenté dans la presse, il s'agit du droit des sociétés démocratiques de refuser des accords internationaux en raison des préjudices qu'ils peuvent leur causer. Par exemple, face à l'ouverture des marchés, des pays devraient pouvoir maintenir ou ériger des mécanismes pour éviter la destruction d'emplois ou pour protéger l'environnement. «Il ne s'agit pas, pour l'Europe, de renier ses engagements internationaux mais de s'assurer qu'ils nous apportent tout ce qu'ils doivent nous apporter», a écrit Pascal Lamy pas plus tard qu'en septembre 2004. Lors de sa campagne pour le poste de directeur de l'OMC, le Français s'est distancié de cette doctrine. Pour les pays en développement, elle n'est qu'un nouveau moyen pour maintenir le protectionnisme en Europe. **R.E.**

## Une OMC à deux vitesses

«Les pays en développement ne nous remercieront pas si nous ne